

Veillée d'armes pour la revalorisation de leur profession

Écrit par Sidwaya

Vendredi, 08 Septembre 2017 03:09 - Mis à jour Vendredi, 08 Septembre 2017 03:14



Un mouvement d'humeur dans la matinée puis une Assemblée générale (AG) dans l'après-midi du jeudi 7 septembre 2017, le corps des agents de la police municipale de Ouagadougou grogne contre le processus de recrutement de nouveaux agents sur la base du diplôme du CEP qui vient d'être lancé. L'AG a sonné la mobilisation en prélude à de futures échéances.

Depuis avril 2017, les agents de la Police municipale de Ouagadougou (PMO) et leur autorité de tutelle (le maire Armand Béouindé) filent du mauvais coton. A la suite de différentes manifestations de grogne, les agents sont montés une fois encore au créneau pour faire entendre leur mécontentement. Jeudi 7 septembre 2017 à Ouagadougou, d'abord un mouvement d'humeur dans la matinée, suivi d'une Assemblée générale(AG) l'après-midi, le corps des agents de la PMO est contre le recrutement de nouveaux agents ayant le niveau CEP. Cette revendication fait l'objet d'une tension entre les policiers et le premier responsable de la mairie de Ouagadougou. A la suite de leur AG, les sous-brigadiers, brigadiers et brigadiers chefs (différents grades du corps des agents de la PMO) ont décidé de se mobiliser davantage, mieux organiser leur lutte afin d'obtenir gain de cause.

A cet effet, près de 300 agents se sont donnés rendez-vous le lendemain (vendredi 08 septembre) au sein de la direction générale de la police municipale de Ouagadougou. Une forme de boycott du concours de recrutement de 40 assistants de police municipale, dont les compositions commencent le même jour. « Nous tous, les 300 et quelque qui n'avons pas pu déposer le concours, nous allons nous retrouver au sein de la direction pour encore mûrir

Veillée d'armes pour la revalorisation de leur profession

Écrit par Sidwaya

Vendredi, 08 Septembre 2017 03:09 - Mis à jour Vendredi, 08 Septembre 2017 03:14

d'autres réflexions », a laissé entendre le sous-brigadier de police municipale, Mahamado Demi au sortir de l'AG. La revendication des agents se fonde sur l'idée que la police municipale doit redorer son image et se réorganiser pour ajuster la hiérarchisation de la profession à celle des autres. « Nous ne voulons pas qu'il y ait un recrutement niveau CEP au sein de la police municipale, qu'il y ait des difficultés sur le terrain avec les usagers. Ouagadougou étant la capitale du pays, les agents de police municipale doivent être à la hauteur pour pouvoir faire face aux différentes sollicitations des citoyens. Nous voulons qu'il y ait trois classes (assistant, contrôleur et inspecteur) », a martelé l'agent de police municipale.

Et de renchérir qu'ils veulent éviter de détacher de la police municipale, l'image d'un dépotoir où chacun va abandonner son « petit bandit » ou son enfant qui « ne fout rien à la maison ». Leur souhait est plutôt que le statut de policier municipal soit acquis à l'issue d'un concours mérité par des gens ayant un niveau (au moins le BEPC) et qui ont réussi après une compétition. « Là nous aurons de la bonne graine », a-t-il assuré. Il y va de l'image de la police municipale qu'il convient d'améliorer, de l'avis des contestataires. Ce, d'autant plus que les récents rapports du Réseau national de lutte anti -corruption (REN-LAC) cite la police municipale parmi les institutions gangrenées par la corruption. Cependant, les agents déplorent que toutes leurs démarches pour rencontrer l'autorité soient restées vaines. Nonobstant cela, ils gardent espoir que l'autorité écoute leur son de cloche. Se déclarant gonflés à bloc et le moral au top, ils se sont dit confiants pour la satisfaction de leur plateforme revendicative remise à l'autorité : rehaussement du niveau de recrutement, reconstitution de carrière et reversement des agents dans une structure de prévoyance sociale (CNSS ou CARFO).

Fabé Mamadou OUATTARA

Sidwaya